

<https://www.ricochets.cc/Exemples-de-la-folie-criminelle-et-irrationnelle-du-capitalisme-ordinaire-8094.html>



Exemples de la folie criminelle et irrationnelle du capitalisme ordinaire

- Les Articles -



Date de mise en ligne : jeudi 16 janvier 2025

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Voici quelques quelques exemples qui illustrent et démontrent le chaos irrationnel et destructeur du technocapitalisme.

Un système perdant/perdant et aberrant, sauf pour quelques nantis, où l'absurdité s'étend partout, jusqu'à l'autodestruction.

Spéculation sur le beurre, et autres belles histoires du capitalisme mondialisé

Le capitalisme est une folie, la preuve avec un produit que tous les bretons adorent : le beurre. Le 28 décembre, un article du journal Le Parisien évoquait une biscuiterie d'Île et Vilaine obligée d'acheter du beurre aux Pays-Bas, alors que celui-ci est produit à 90 kilomètres de son usine... en Normandie !

Du beurre congelé

Comment expliquer cette diablerie ? Des spéculateurs basés aux Pays-Bas achètent de grandes quantités de beurre en France, le congèlent, puis le revendent plus tard, plus cher, à des entreprises françaises. Ce beurre fait donc un aller-retour hors de France uniquement pour que des parasites augmentent son prix. Une absurdité complète.

La biscuiterie « La Mère Poulard » est basée dans la commune de Maen Roch près de Fougères, et utilise du beurre de Condé-sur-Vire, à proximité. Son patron déplore : « il a voyagé pour être congelé aux Pays-Bas, avant de revenir en Bretagne décongelé ». Des traders hollandais stockent du beurre acheté à différentes laiteries européennes avant de le revendre au prix fort. De son côté, la biscuiterie n'arrive pas à signer de contrats directs avec des producteurs locaux, car « aucun fabricant ne veut s'engager sur la durée ».

Le prix du beurre industriel a explosé de 80 % en un an, mais cette inflation qui met en difficulté les consommateurs ne profite pas aux agriculteurs. Ce sont les traders qui spéculent sur les matières premières qui engrangent les bénéfices. « Le beurre livré à la biscuiterie avait été produit huit mois plus tôt et stocké avant d'être revendu à un tarif bien supérieur », explique le directeur de « La Mère Poulard ».

Des poissons volants (par avion)

Toujours en Bretagne, à la criée de Lorient, on pouvait trouver depuis 2024 des tonnes de poissons venus du sultanat d'Oman situé à plusieurs milliers de kilomètres, dans le Golfe Persique. Des poissons venus de péninsule arabique dans un port de pêche breton, qui en vend pourtant depuis des décennies, pêchés localement ! Dans le cadre d'un consortium omano-français, le port de Lorient a dit vouloir « investir dans le développement d'un ensemble portuaire de 250 hectares, au sud du sultanat d'Oman », selon le quotidien Ouest-France.

Une dinguerie promue par la société Ker'Oman qui a décroché un appel d'offres pour concevoir et gérer ce nouveau port dans le sultanat. Son responsable expliquait : « L'avion, c'est un transport normal pour du poisson aujourd'hui. » La « normalité » serait ainsi de faire venir par les airs des poissons de l'autre bout du monde plutôt que de consommer ceux pêchés juste à côté de chez soi. En février 2024, l'association anti-corruption Anticor a ouvert une enquête contre l'Agglomération de Lorient pour prise illégale d'intérêt et détournement de fonds publics concernant ce partenariat délirant.

Du lait produit à l'autre bout du monde

Dans le même registre, en novembre 2023, le Parlement Européen a voté un accord de libre-échange entre l'Union Européenne et la Nouvelle-Zélande, pour « faciliter les échanges commerciaux » entre l'Europe et cette île située à 20.000 kilomètres de la France. L'accord, entré en vigueur en mai 2024, a supprimé les droits de douanes sur les oignons, les pommes, le poisson, le vin, le lait et la viande de Nouvelle-Zélande. Une autre absurdité complète. D'abord parce que la France est un grand pays agricole qui n'a pas besoin d'importer de lait ou de viande : nous en produisons trop et en exportons ! Ensuite parce que cela crée une concurrence entre les agriculteurs européens et néo-zélandais, sachant que le pays est le premier producteur mondial de lait. Enfin, il va sans dire qu'importer à 20.000 kilomètres des produits agricoles que l'on fabrique ici est une catastrophe écologique.

Des haricots kényans

Un autre exemple ? Savez vous que la plupart des haricots verts - appelés « french bean », donc « haricots français », chez les anglophones - viennent en réalité du Kenya ? Le pays est le deuxième exportateur de haricots vers l'Europe, mais aussi de brocolis, de courges, d'oignons, ou de pois. Le climat du pays permet des récoltes toute l'année, et la main d'oeuvre n'est payée que quelques euros par jour. Des « sacs de légumes frais, quittent tous les jours l'entrepôt pour l'aéroport de Nairobi, d'où ils s'envolent chaque nuit vers l'Europe, à 7 000 kilomètres de là » explique un reportage du journal Le Monde. **Un autre crime écologique et social, pour le seul profit des actionnaires. Et pour couronner le tout, ces haricots made in Kenya sont bourrés de pesticides interdits en Europe.**

Le blé coûte une blinde

Dernier exemple rageant : la spéculation sur le blé. En 2022, suite au début de la guerre en Ukraine, le prix du grain a explosé. Ce marché est tenu par seulement quatre négociants qui dominent le marché mondial des céréales depuis des décennies. Les entreprises : Archer-Daniels-Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus. Elles sont surnommées les « ABCD ».

« Les marchés mondiaux des céréales sont encore plus concentrés que les marchés de l'énergie et encore moins transparents »

« **Les marchés mondiaux des céréales sont encore plus concentrés que les marchés de l'énergie et encore moins transparents** » expliquait un expert de l'ONU au journal anglais The Guardian en 2022. Cargill a annoncé une augmentation de 23% de ses revenus pour atteindre un record de 165 milliards de dollars cette année là. Ce sont ces quatre firmes qui fixent les prix d'une denrée aussi vitale que le blé, en jouant sur les aléas géopolitiques et climatiques pour faire le maximum de profit.

Les spéculateurs et les multinationales empoisonnent les terres par l'agriculture intensive, spéculent sur la nourriture en la déplaçant partout autour du monde, affament les plus précaires et escroquent les paysans. Qu'il s'agisse du beurre congelé aux Pays-Bas, des poissons d'Oman ou du grain, nous avons sous nos yeux des illustrations de l'impasse du capitalisme mondialisé.

► source, et liens :

<https://contre-attaque.net/2025/01/06/speculation-sur-le-beurre-et-autres-belles-histoires-du-capitalisme-mondialise/>

Le problème ce sont les fondements même du capitalisme, pas la finance ou la mondialisation

► On pourrait citer aussi l'amiante, [les PFAS](#), la fabrication et l'utilisation de pesticides, les textiles fabriqués en Asie, etc.

Et si on creuse, c'est bien sûr le modèle social capitaliste qui est un problème en lui-même du fait qu'il est voué à exploiter les humains et essorer/détruire la biosphère pour produire toujours plus afin de produire de la Valeur. Il rend tout travail et tout produit « équivalent » par le biais de l'argent et de la marchandisation.

Ce sont ces mécanismes qui expliquent les cas aberrants de l'article ci-dessus.

Et plus largement qui entraînent des guerres industrielles, les catastrophes climatiques et écologiques, les crises sociales, etc.

Fatalement, engendre spéculateurs et multinationales, c'est son mode normal de fonctionnement.

La finance et la mondialisation ne sont que des aspects du capitalisme, des extensions nécessaires à son mode de fonctionnement. On ne peut pas garder le capitalisme et exclure la finance et la mondialisation, ça marche ensemble.

Au fil du temps, un improbable capitalisme localisé et non financiarisé appellera la finance et la mondialisation, et aussi la concentration (du pouvoir, des entreprises et de l'argent).

Les divers protectionnismes et régulations adoptés éventuellement par les Etats ne changent pas grand chose à cette réalité. Ils s'efforcent juste de ralentir la destruction portée par le capitalisme et d'essayer d'orienter les forces du marché vers leurs intérêts.

Détruire le technocapitalisme, le monde de l'Economie, n'est pas une lubie de gauchiste attardé, ça devrait être l'impératif urgent et minimal de toute personne sensée, un réflexe de survie.

Si les nantis sont perdus par/dans l'argent et le pouvoir, les peuples peuvent sortir de l'impuissance organisée et de la résignation, de la soumission et du fatalisme, de la quête de la délivrance des réalités matérielles et politiques. Les exemples et tentatives sont nombreuses.

A présent on est « condamné » à réussir.

Attaquer par un bout, ne rien lâcher, dérouler et brûler la corde, et toutes ses ramifications, jusqu'au bout, sans s'arrêter en chemin, pour aller plus vite que la contre-insurrection.